



Confédération Générale
du Travail FORCE OUVRIERE

Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

Communiqué du 29 janvier 2009

*La grève interprofessionnelle» est massive.
Pas un secteur d'activité n'est épargné par le mouvement de grève et de manifestations.
Pour FO, l'exécutif serait «irresponsable» de « ne pas répondre aux revendications. »*

Les ministres ne peuvent plus ignorer les revendications !

Présents en masse aujourd'hui, dans la grève et les manifestations interprofessionnelles, avec tous les salariés, les personnels de l'Enseignement, de la Culture, de la Formation professionnelle, de la Recherche, de la Jeunesse et des Sports... réaffirment leur volonté d'une action d'ensemble, public – privé, pour faire aboutir toutes les revendications.

En décembre, Xavier DARCOS a dû reporter son projet de réforme des lycées massivement rejeté depuis des mois par les enseignants et les lycéens. Ce recul est à la mesure de la profondeur de la crise : les personnels revendiquent clairement pour le maintien de leur emploi, pour l'augmentation de leurs salaires et de leurs pensions, contre la destruction et la privatisation des services publics.

Alors que la Confédération FO a décidé d'appeler à la grève interprofessionnelle le 29 janvier, que toutes les organisations syndicales appellent à la grève et à manifester, les ministres – Mr Darcos, Mme Péresse, Mme Albanel, Mme Bachelot..., ont annoncé vouloir poursuivre et refuser de répondre aux revendications !

Mr Darcos a parlé à nouveau de « points de convergence » pour reprendre la réforme des lycées. Il annonce le recrutement de 5000 « emplois aidés », précaires et sous-payés, alors que des dizaines de milliers d'EVS (les emplois vie scolaire, des contrats aidés) sont promis au chômage en juin prochain. Les 13 500 suppressions de postes de titulaires sont planifiées pour la prochaine rentrée. Le décret sur le statut des enseignants-chercheurs est maintenu ainsi que la « mastérisation » de la formation des enseignants, s'attaquant aux concours de recrutement dans la fonction publique de l'Etat.

Or, il n'y a aucune convergence entre leurs « réformes » et les revendications des salariés. Pour tous les personnels , il est clair que les ministres doivent répondre aux revendications.

- *Abandon définitif de la réforme des lycées,*
- *Rétablissement des BEP, abandon de la réforme des bac pro en 3 ans,*
- *Retrait des décrets réorganisant l'école élémentaire,*
- *Respect intégral des droits statutaires,*
- *Abandon de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants,*
- *Abandon du projet de décret sur le statut des enseignants-chercheurs,*
- *Rétablissement des postes supprimés, aucun licenciement,*
- *Arrêt de toutes les mesures de RGPP.*

La FNEC FP FO appelle les personnels à se réunir à tous les niveaux en assemblées générales pour s'informer, débattre et décider : oui, il faut que les ministres entendent enfin les revendications ! Tous les postes fermés doivent être rétablis !

Montreuil, le 29 janvier 2009